



LES FONCTIONNAIRES LAISSÉS POUR COMPTE DU POUVOIR D'ACHAT

16 janvier 2019

Par Marie-Nadine Eltchaninoff

Grands oubliés des mesures d'urgence sur le pouvoir d'achat, les agents publics? À part la prime d'activité pour ceux qui y sont éligibles et la défiscalisation des heures supplémentaires, rien d'équivalent à la prime exceptionnelle n'est prévu pour les 5,2 millions d'agents de la fonction publique.

À quelques exceptions près : une prime de 300 euros annoncée le 18 décembre rétribuant les policiers mobilisés pendant la crise des gilets jaunes, suivie d'une augmentation salariale de 120 à 150 euros sur l'année 2019. Au début janvier, le ministre de l'Action et des Comptes publics promettait le versement d'une prime de 200 euros aux 40 000 agents des finances publiques mobilisés pour le prélèvement à la source, en raison d'une « *petite surcharge de travail* ». « *Cela donne le sentiment que le gouvernement donne à ceux qui sont le plus exposés médiatiquement, estime Mylène Jacquot, la secrétaire générale de la [CFDT-Fonctions publiques](#). Or il faut des mesures générales, que ce soit une revalorisation du point d'indice ou l'attribution de points supplémentaires. Nous devons rapidement construire le prochain rendez-vous salarial.* »

La grogne monte

La fonction publique n'est pas à l'abri de mouvements de grogne. C'est déjà le cas des enseignants et personnels de l'éducation. Né à la mi-décembre, le collectif « stylos rouges » (environ 60 000 membres à ce jour) réclame une amélioration de leur rémunération et de leurs conditions de travail. Des revendications en ligne avec celles portées par le Sgen et la FEP, qui l'ont fait savoir par communiqué de presse.

Réunies en intersyndicale le 11 janvier, les organisations syndicales de la fonction publique n'envisagent pas de manifestation dans l'immédiat mais disent n'exclure aucune hypothèse ([voir le communiqué de presse du 15-01-19](#))

mneltchaninoff@cfdt.fr